



Chapitre H-2

LOI SUR LES HEURES D'AFFAIRES DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

Interprétation. **1.** Dans la présente loi, les mots «établissement commercial» signifient tout établissement ou autre endroit où des denrées ou marchandises sont vendues ou offertes en vente au détail au Québec.

1969, c. 60, a. 1.

Jours de fermeture. **2.** Aucun client ne doit être admis dans un établissement commercial les jours ou parties de jour suivants:

- a) le 1er janvier;
- b) le 2 janvier, avant 13 heures;
- c) le lendemain du jour de Pâques;
- d) le 24 juin, ou le 25 juin si le 24 tombe un dimanche;
- e) le 1er juillet, ou le 2 juillet si le 1er tombe un dimanche;
- f) le premier lundi de septembre;
- g) le deuxième lundi d'octobre;
- h) le 25 décembre;
- i) le 26 décembre, avant 13 heures;
- j) tout autre jour déterminé par proclamation du gouvernement.

1969, c. 60, a. 2.

Heures de fermeture. **3.** Aucun client ne doit être admis dans un établissement commercial avant 08:30 heures du lundi au samedi inclusivement, ni après 18 heures les lundi, mardi et mercredi, 21 heures les jeudi et vendredi et 17 heures le samedi.

Exception. Toutefois l'heure au-delà de laquelle un client ne peut être ainsi admis est 21 heures au cours de la période du 11 au 23 décembre inclusivement et 18 heures les 24 et 31 décembre.

1969, c. 60, a. 3.

Délai après fermeture. **4.** Un client ne doit pas être toléré dans un établissement commercial plus de trente minutes après l'heure au-delà de laquelle il est interdit d'y admettre des clients en vertu de l'article 3.

1969, c. 60, a. 4.

Établissements exclus. **5.** La présente loi ne s'applique pas à un établissement commercial ni à une partie distincte et cloisonnée d'un établissement commercial dont l'activité exclusive est la vente:

- a) de journaux ou de périodiques;
- b) de tabac ou des objets requis pour l'usage du tabac;
- c) de repas;
- d) de denrées pour consommation sur place;
- e) de pâtisseries ou de confiseries;
- f) de produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires;
- g) d'essence, d'huile à moteur ou d'huile à chauffage;
- h) d'automobiles, de remorques ou d'embarcations;
- i) de machinerie agricole;
- j) de fleurs.

Établissements exclus. Elle ne s'applique pas aux établissements commerciaux ni aux parties distinctes et cloisonnées de tels établissements dont l'activité principale est la vente de journaux, périodiques, tabac ou objets requis pour son usage, repas, denrées pour consommation sur place, pâtisseries, confiseries ou produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires, pourvu qu'il ne s'y vende en outre que des produits alimentaires ou menus articles.

Établissements exclus. Elle ne s'applique pas non plus aux établissements commerciaux dont l'activité principale est la vente au détail de denrées et dont le fonctionnement est assuré, du début à la fin d'une journée de vingt-quatre heures, par un effectif total d'au plus trois personnes comprenant patrons et employés; toutefois, ce commerce ne devra pas faire partie d'un plus grand nombre d'établissements commerciaux liés les uns aux autres en association.

Établissements exclus. Elle ne s'applique pas également aux établissements commerciaux de la Société des alcools du Québec.

Établissements exclus. Elle ne vise pas non plus les établissements situés dans des endroits déclarés touristiques par règlement du gouvernement pour les fins de la présente loi; tout tel règlement peut indiquer les périodes de l'année au cours desquelles il a effet et les catégories d'établissements auxquelles il s'applique.

1969, c. 60, a. 5; 1971, c. 20, a. 66.

Établissements exclus. **6.** La présente loi ne s'applique pas non plus aux établissements ni aux parties distinctes et cloisonnées d'établissements où des denrées ou marchandises ne sont vendues que comme accessoires de services rendus en exécution d'un contrat de louage. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les cas dans lesquels une vente de denrées ou marchandises peut être considérée comme l'accessoire de services ainsi rendus. Lorsqu'un tel règlement est adopté, seules les catégories de vente qui y sont prévues sont exemptées de l'application de la présente loi.

1969, c. 60, a. 6.

- Entrée en vigueur. **7.** Tout règlement adopté en vertu des articles 5 ou 6 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est prévue.
1969, c. 60, a. 7.
- Infraction et peine. **8.** Toute personne qui est propriétaire, locataire ou gérant d'un établissement commercial et qui y admet un client ou tolère sa présence contrairement aux dispositions de la présente loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$1,000.
- Infraction et peine. Toute personne qui est employée dans un établissement commercial, autre que le gérant, et qui y admet un client ou y tolère sa présence contrairement aux dispositions de la présente loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$100.
- Responsabilité sans participation. Toute personne qui est propriétaire, locataire ou gérant d'un établissement où a été commise une infraction visée à l'alinéa précédent est passible, sur poursuite sommaire, même si elle n'a pas participé à l'infraction, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$1,000.
- Personne considérée gérant. Pour les fins des alinéas qui précèdent, la personne qui agit comme gérant d'un établissement est considérée comme gérant.
- Dispositions applicables. La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires s'applique.
1969, c. 60, a. 8.
- Poursuite. **9.** Toute poursuite pour infraction à la présente loi peut être intentée par quiconque.
- Octroi des frais. Le tribunal peut accorder les frais au poursuivant lorsque la plainte est maintenue ou au défendeur lorsqu'elle est rejetée.
- Amendes. Les amendes prévues à la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu.
1969, c. 60, a. 9.
- Loi prévaut sur autre loi. **10.** Les dispositions de la présente loi prévalent sur celles de toute autre loi générale ou spéciale, et sur toute disposition inconciliable d'un règlement municipal.
1969, c. 60, a. 10.
- Exécution de la loi. **11.** Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution de la présente loi.
1969, c. 60, a. 11.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 60 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 15 et 16, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre H-2 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1969 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 60

Chapitre H-2

**LOI DES HEURES D'AF-
FAIRES DES ÉTABLIS-
SEMENTS COMMER-
CIAUX**

**LOI SUR LES HEURES
D'AFFAIRES DES ÉTA-
BLISSEMENTS COM-
MERCIAUX**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 11	1 - 11	
12		Modification intégrée au c. D-2, a. 9
13 - 16		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

